

# Un ou plusieurs mondes? Une hypothèse pour le XXIème siècle

*Alain Touraine*

## **1. Un débat absent**

Au cours du dernier demi-siècle, les représentations du monde et de son avenir ont été presque complètement dominées par l'immense vague anti-occidentale, et en particulier anti-européenne, avant tout anticoloniale qui a recouvert le monde, au point de ne laisser aucune place à d'autres problèmes concernant la nature du monde qui émergeait de la décolonisation. Les esprits les moins imaginatifs se sont contentés d'affirmer que la colonisation continuait, sous d'autres formes, mais avec les mêmes effets et que l'Occident continuait à dévorer les ressources de ce qu'on appelait autrefois le Tiers-monde. Mais une telle interprétation est proprement intenable, alors que les Etats-Unis ont de

grandes difficultés à sortir d'une longue période de crise et que l'Europe, en particulier celle de l'euro, non seulement ne sort pas de la crise mais semble s'y enfoncer et même si profondément, qu'après l'élimination de Nicolas Sarkozy, l'Europe semble entièrement commandée et pilotée par Angela Merkel, devenue un héros national dans son pays et dans plusieurs autres.

C'est donc naturellement la position la plus opposée à celle que je viens d'évoquer très brièvement qui attire le plus les commentateurs, et en premier lieu les nations qui se sont complètement libérées de toute domination occidentale. Il est impossible aux chinois qui volent de victoire économique en stabilisation politique de se sentir menacés  
76 par un Occident qui vient d'enregistrer un demi succès en Irak et un demi échec en Afghanistan et qui n'arrive pas à intervenir pour arrêter le massacre des syriens par leur chef d'Etat lui-même; le seul succès de l'Occident ayant été la destruction de Kadhafi en Libye mais sans intervention militaire occidental sur le sol libyen. Encore l'Allemagne a-t-elle refusé de se joindre à cette opération? L'image qui domine l'opinion publique est celle d'un monde qui, dans son ensemble, connaît une croissance souvent même forte, tandis que l'Europe reste enfoncée dans la stagnation, voire même dans la récession.

Il est vrai que la Chine et beaucoup plus récemment la Russie ont rejoint l'Organisation Mondiale du Commerce, ce qui peut donner l'impression d'un triomphe général d'une globalisation économique conforme au principe d'une économie de marché internationalisée. Mais cette observation

ne convainc personne. Ce ne sont pas les institutions internationales qui déterminent la politique chinoise; c'est bien le parti-Etat qui garde la totalité du pouvoir que personne ni à l'intérieur, ni à l'extérieur n'est capable de discuter. Les milieux internationaux se sont habitués à parler des BRICS pour nommer les nouvelles grandes puissances "émergentes": le Brésil, la Russie, L'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud auxquelles on pourrait ajouter la Corée, qui un jour ou l'autre retrouvera son unité, et le Mexique dont le taux de croissance est nettement supérieur à celui du Brésil. Mais que signifie cette catégorie? Elle n'indique nullement le remplacement du système "westphalien" qu'a connu l'Europe pendant deux siècles et demi par un autre système de grandes puissances.

77

En fait, il me semble que la réflexion s'arrête là, c'est-à-dire est pratiquement inexistante. Pendant une certaine période, quelques idéologues s'efforçaient d'opposer une démocratie asiatique à la démocratie occidentale, en prenant Singapour comme le représentant principal de cette conception de la démocratie. Mais c'était pousser l'absence de sérieux trop loin et l'UNESCO, dont la capacité de persuasion est très limitée, a pourtant réussi à mettre fin à des débats que personne ne pouvait prendre vraiment au sérieux. La situation chinoise est très particulière, ne serait-ce qu'à cause de la taille du pays et du succès de son économie. Et il est plus difficile encore de parler d'un modèle indien, qu'on pourrait retrouver dans différents pays. Même le Brésil n'apparaît pas comme un modèle appliqué dans l'ensemble du continent latino-américain dans le-

quel d'ailleurs il tient à ne pas incorporer le Mexique qu'il considère, au même titre que le Canada, comme une partie de l'Amérique du Nord, étant donné les accords signés par ces deux pays avec les Etats-Unis qui se traduisent par une très forte intégration économique du Mexique et du Canada dans l'économie qu'on peut appeler américaine. Le cas le plus difficile à analyser est celui de la Russie, puisque l'opinion publique internationale est de plus en plus négative à l'égard d'un régime, qui certes n'a presque rien en commun avec celui de l'ancienne Union Soviétique mais qui est une dictature qui tend même à devenir une dictature à vie, comme c'est le cas dans quelques pays unanimement considérés comme autoritaires.

78 Qu'il n'existe pas de nouveau système mondial des grandes puissances, cela ne peut pas être contesté. Personne ne pense que le G-20 ait la capacité de prendre des décisions qui aient des effets dans le monde entier. Et tous ceux, très nombreux, qui pensent que l'instance de décision la plus réelle est le G-2 dans lequel les Etats-Unis et la Chine, devenues les deux principales puissances mondiales, sont face à face, ne pensent pas qu'il s'agisse là d'une division du monde, comme celle qui a existé pendant la longue période de la Guerre froide entre les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux d'un côté, et le monde soviétique et certains de ses alliés tiers-mondistes de l'autre. Aujourd'hui, il ne me semble pas que la recherche de modèles culturels et politiques de développement multiples et originaux retienne beaucoup l'opinion. Il n'est pas facile de trouver des équivalents actuels de Rabindranath Tagore ou de

Gandhi et ni Jamal ad-Din al-Afghani ni les penseurs islamiques radicaux dont la pensée a fortement appuyé la prise du pouvoir par Khomeini ne nous empêchent de considérer l'actuel régime iranien comme un régime autoritaire mobilisant, au point de les épuiser, les fondements religieux de la culture nationale. D'autant moins que le chiisme reste très fortement minoritaire dans le monde musulman. On ne trouve même nulle part de personnages emblématiques du renouveau national comme le fut Nasser, en particulier en Egypte où l'incertitude règne quant à l'avenir politique du président Morsi, exécutant des décisions des frères musulmans, ou dirigeant autoritaire en formation.

Une vision du monde, dont nul ne peut se passer complètement, semble se limiter à l'heure actuelle à la combinaison d'un certain déclin de l'Occident, renforcé par l'identification de la Grande-Bretagne avec le pouvoir financier mondial et non plus avec l'économie internationale et encore moins européenne et le succès exceptionnel de la Chine qui n'a encore révélé ni ses faiblesses profondes, ni ses capacités de revendications démocratiques, étant donnée la rigueur durable de la répression qui s'est développée après Tian An Men en 1989.

Il est presque évident que l'immense mouvement de décolonisation et de nationalisme qui a soulevé une grande partie du monde a ajouté ses effets à ceux du vieillissement économique de l'Europe et de la fin de l'hégémonie américaine, une fois obtenu l'écroulement de l'Union Soviétique. Je ne crois donc pas avoir à engager un débat ou encore moins une polémique avec ce qu'on pourrait appe-

ler un multiculturalisme politique qui me semble inexistant au moment même où le multiculturalisme proprement dit est affaibli par les mouvements terroristes anti-occidentaux qui frappent l'Occident et même par le succès de l'antimulticulturalisme qu'a représenté la thèse du choc des civilisations dont le succès a été fortement renforcé par l'évolution récente de beaucoup de pays dans le monde musulman. Je préférerais pouvoir définir un ou plusieurs adversaires et même reconnaître à leur thèse certains mérites, voire même à essayer de les combiner en partie avec mon propre raisonnement. Mais il me semble que le fait majeur, dont la prédominance n'est pas contestable, est ce qu'on peut appeler la décomposition du monde et l'échec  
80 de toutes les tentatives de type évolutionniste, car nul ne pense que les chinois finiront par atteindre un développement à l'américaine d'esprit culturaliste, comme s'il se créait des sociétés industrialisées ou même postindustrialisées de nature complètement différente, étant donné leur héritage historique.

Or, il est difficile d'accepter une telle absence de vision de l'évolution politique du monde. Il ne s'agit pas de dire dans quelle direction va évoluer l'ensemble du monde; il n'existe aucune raison de penser que l'ensemble des pays du monde va se déplacer politiquement dans la même direction. Mais il doit être possible de montrer l'existence d'un principe d'unité entre des évolutions, aussi différentes que celles-ci soient entre elles. On peut au moins s'interroger sur la possibilité que l'idée démocratique se répande dans le monde au-delà des frontières de l'Occident, comme

c'est déjà en partie le cas, et face reculer ou au moins limiter les ambitions autoritaires de régimes plus soucieux de leur propre renforcement que de la modernité elle-même. En termes plus simples: existe-t-il aujourd'hui une possibilité de penser l'ensemble des situations et des actions politiques comme formant un système, en particulier à partir des deux principes complémentaires que je me suis efforcé depuis longtemps de développer: d'un côté l'universalisme de la modernité fondé à la fois sur la raison scientifique et technique et sur l'affirmation de droits fondamentaux, et de l'autre la diversité des modes de modernisation qui correspondent à la manière dont une société politique fait du neuf avec du vieux, avec une histoire, une ou plusieurs cultures, des formes d'organisation sociale, etc. Existe-t-il une manière, même modeste et limitée, de considérer le monde comme un système politique?

81

## **2. L'utopie européenne et sa chute**

Il existe, de l'avis des milieux dirigeants occidentaux autant que des classes populaires occidentales et des nations colonisées, un principe indiscutable d'unité du monde: l'élite dirigeante des pays occidentaux a concentré tous les pouvoirs dans ses mains, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de son territoire. Elle n'a pas cherché à maintenir des traditions ou un ordre établi; elle a voulu découvrir, conquérir, inventer, transformer. Les deux faces de cette domination ont été inséparables. C'est par l'usage de la raison, de la science et des techniques que l'Occident, déjà à partir du XII<sup>ème</sup> siècle mais surtout à partir de la Révolu-

tion industrielle anglaise, s'est donné les moyens de dominer le monde et de s'enrichir à la fois par ses inventions et ses conquêtes. Cette élite dirigeante, qui a polarisé toutes les recherches dans ses mains et dans son esprit, a voulu s'identifier à la raison et à dieu à la fois, en unissant la foi chrétienne et la raison grecque. Mais en même temps, elle a imposé son pouvoir au-dedans et au-dehors d'elle avec un esprit de conquête qui a su aller jusqu'à la destruction au moins aussi souvent qu'à la mise en valeur de matières premières et de territoires nouveaux. Même si on peut reconnaître que certaines régions du monde arabe ou du monde chinois ont connu des formes aussi avancées de modernisation économique et de capacité technique, l'empire chinois est resté centré sur lui-même et sur son intégration et le monde musulman, divisé de bonne heure sur des lignes religieuses, pas seulement entre chiites et sunnites, n'a pas créé, au cours des trois derniers siècles, d'empire comparable à ce que fut l'empire britannique au XIX<sup>ème</sup> siècle et l'hégémonie américaine au XX<sup>ème</sup>. La plus grande modernité et la violence la plus sauvage se sont unies pour donner à quelques pays d'Europe occidentale, relayés à partir du XIX<sup>ème</sup> siècle par les Etats-Unis indépendants, la domination du monde. Le point extrême de cette domination a consisté dans l'identification des valeurs universelles de la modernité avec les caractéristiques singulières des pays occidentaux, et en particulier de la religion chrétienne, du développement économique et de la formation d'Etats-nationaux qui ont été les principales caractéristiques du mode de développement occidental. C'est le caractère à la fois



universel et absolu de la domination occidentale qui explique à la fois l'avance économique de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de l'Allemagne, la généralisation d'un mouvement ouvrier fondé sur une conscience de classe radicale, de mouvements féministes, le plus précocement en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, et finalement de mouvements anticoloniaux qui, dès la fin du XVIIIème et le début du XIXème siècle détruisent une grande partie de l'empire britannique et de l'empire espagnol. Comment ne pas reconnaître que l'unité du monde au début du XXème siècle était plus visible que sa diversité, puisque selon la formule officielle britannique, le soleil ne se couchait jamais sur les possessions impériales de la reine Victoria.

Cette identification de l'universalisme, de la raison et des droits avec le pouvoir absolu d'élites dirigeantes réduites et provoquant de tous côtés des soulèvements contre elles est le point de départ d'une histoire dont le premier siècle a été occupé par la destruction de cette hégémonie occidentale qui était aussi une domination de classe et une domination impériale et dont nous nous demandons aujourd'hui si elle va se transformer en un choc des civilisations, une guerre des dieux, des concurrences économiques ou des affrontements politiques.

C'est la pensée critique, ouvrière, féministe, anticoloniale, appuyée très souvent sur l'universalisme des Lumières qui a imposé l'idée de l'unité du système mondial dont la plus grande partie était soumise directement aux intérêts et aux pouvoirs des grandes puissances occidentales. Mais les pays et les milieux dominants eux-mêmes

ont accueilli très favorablement cette vision du monde dans laquelle ils pouvaient assez aisément voir les raisons de leur supériorité et les avantages du système colonial aussi bien que de l'économie capitaliste industrielle.

Le point de départ de l'histoire actuelle qu'on peut sans hésiter placer au moment de la première guerre mondiale, au milieu de laquelle éclate la Révolution soviétique et qui entrainera peu après, quelques années à peine après la grande crise économique de 1929 le triomphe idéologique du nationalisme culturel allemand vaincu mais transformé en racisme et en volonté de destruction et d'assujettissement des races inférieures.

84 C'est bien le caractère dominant et presque exclusif de la domination occidentale à laquelle on peut rattacher le Japon de l'ère Meiji, qui explique la coalition de toutes les forces sociales et politiques contre cette domination occidentale.

### **3. De l'anticolonialisme à l'anti-autoritarisme postcolonial**

L'idée générale que je souhaite développer dans ces pages est que l'ensemble du monde est dominé par un mouvement général qui prend deux formes parallèles mais, qui l'une et l'autre, aboutissent à une problématique commune. En premier lieu, la colonisation a entraîné des mouvements de libération nationale, souvent même des guerres de libération parfois marquées, mais faiblement, par des tendances révolutionnaires, tandis que rapidement des régimes autoritaires, en général sous la forme de dictatures

militaires éliminaient très rapidement ou même dès le début aussi bien les tendances démocratiques que les tendances révolutionnaires des mouvements anticoloniaux. Le monde musulman en particulier, après l'échec de quelques tentatives modernisatrices plus ou moins démocratisantes, a été recouvert par la vague du Nassérisme, surtout après la guerre du Canal de 1956. Les régimes baasistes en Irak et en Syrie, avec Saddam Hussein d'un côté en Irak, Hafez puis Bachar El-Assad en Syrie, tout en se rapprochant tactiquement de forces religieuses, ont construit des dictatures dont la survie fut largement facilitée par les revenus du pétrole qui augmentèrent massivement à partir de 1974.

C'est contre ces régimes autoritaires que la vie politique des anciens pays colonisés s'est organisée soit au profit d'un Jihad islamique de plus en plus terroriste, à mesure qu'il recrutait de nouvelles forces dans l'Occident lui-même, soit en faveur d'une démocratisation, définie plus négativement que positivement, par la lutte contre un dictateur plutôt que par la création d'institutions représentatives, tandis qu'entre ces deux tendances opposées et qui se combattent entre elles, les frères musulmans jouent le rôle d'une bourgeoisie thermidorienne qui peut à chaque instant choisir d'imposer son pouvoir absolu ou préférer construire une bourgeoisie capable d'obtenir ou d'imposer des alliances qui assurent son pouvoir absolu. Nul ne pense qu'en Egypte, en Tunisie, en Irak, en Syrie ou en Jordanie ou au Bahreïn l'arrivée au pouvoir de régimes démocratiques puisse se produire dans un avenir proche. La solution la moins instable est celle de la Turquie, qui a gardé

assez de l'héritage d'Atatürk pour pouvoir apparaître, aujourd'hui que les islamistes sont au pouvoir, comme un régime islamique réellement démocratisé.

Je me sens proche de l'hypothèse de Mahnaz Shirali qui voit au contraire dans la dictature de Ahmadinejad la destruction d'une culture islamique au profit d'un pouvoir personnel, ce qui pourrait faire déboucher l'Iran, après la chute de la dictature actuelle, dans une société étonnement sécularisée.

#### **4. De l'anticapitalisme à l'opposition démocratique aux dictatures soviétiques**

86 Mon hypothèse centrale est qu'il existe un parallèle solide entre la transformation de l'anticolonialisme en un ensemble d'anti régimes autoritaires d'origine anticolonialiste et le passage de régimes anticapitalistes appuyés à la fois sur la puissance soviétique et sur des forces socialistes ou communistes importantes dans les pays occidentaux à des soulèvements à la fois démocratiques nationaux et économiques contre des régimes beaucoup mieux définis par le pouvoir absolu d'un parti-Etat que par des objectifs anti-occidentaux. La différence principale entre ces deux évolutions parallèles est que le régime soviétique a été attaqué avec beaucoup plus de forces que les nouveaux nationalismes au pouvoir étant donné la profonde participation de pays comme la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et d'autres à la culture intellectuelle mais aussi politique de l'Europe occidentale. La France, en particulier dès la fin de la première guerre mondiale, a appuyé très directement

la résurrection de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. L'Europe de Galilée et de Descartes n'a jamais considéré comme étrangère la Pologne de Copernic et la Pologne a même réussi à maintenir des liens intellectuels actifs avec l'Europe occidentale pendant la Guerre froide.

En résumé, l'unité du monde au début du XXIème siècle est définie avant tout par les efforts, souvent contradictoires, des anciens pays colonisés pour se libérer des dictatures nationalistes qui avaient transformé des mouvements de libération nationale en appareils de dictature militaire et des pays dominés par le régime soviétique qui élimina les anciennes classes dirigeantes et qui se soulèvent contre ce régime antidémocratique et antinational.

Dit plus clairement encore, la question qui domine la politique mondiale est de savoir si la globalisation, qui s'est étendue dans le domaine économique et dans les médias, a débordé le monde occidental et entreprend la conquête de toutes les parties du monde, mettant ainsi hors de doute son caractère universaliste.

Mais cette formule doit être complétée, comme je l'ai fait moi-même, en soulignant le conflit qui existe aujourd'hui, comme il existait dans l'Europe westphalienne, entre l'universalisme démocratique nourri par la pensée grecque, le christianisme, et l'Esprit des Lumières et l'orgueil des Etats plus soucieux de leur pouvoir que de la modernité de leur société. Ce ne sont pas de nouvelles formes de définition de la droite et de la gauche qui nous indiqueront les nouveaux champs d'affrontement à l'échelle mondiale. C'est l'opposition de la société et de l'Etat que nous

concevons justement à l'heure actuelle, comme celle de la démocratie et celle du pouvoir absolu, qui tracera partout dans le monde les frontières pour la conquête desquelles le sang sera peut-être versé.

## **5. L'Europe, en marge ou au centre?**

88 L'Europe n'occupe plus, dans un avenir prévisible, une place hégémonique ou même celle de brillant second, comme le voulait Tony Blair, des Etats-Unis hégémoniques, ce ne peut même plus être l'objet de discussions utiles: l'Europe de 2013 est trop profondément embourbée dans une série de crises d'abord financières, puis monétaires, puis de croissance donc générale, et qui est plus profondément encore une crise d'absence d'acteurs, pour pouvoir peser de manière importante sur l'évolution des autres parties du monde. Les plus pessimistes diront que l'Europe entière peut, dans le meilleur des cas, occuper la place qui fut celle de l'Antiquité gréco-romaine après la chute de l'empire romain. Mais ce pessimisme se trompe, non pas parce que ces conclusions sont pour nous désagréables à entendre, mais parce qu'elles sont en contradiction avec l'évolution générale de la pensée. Nous sommes déjà conscients que les ressources les plus créatrices, et donc indispensables, ne sont ni les matières premières ni l'étendue des territoires mais en premier lieu la maîtrise des connaissances les plus avancées, et en second lieu la capacité et la volonté d'être acteur de sa propre histoire. L'Europe a perdu sa supériorité et encore plus sa domination dans bien des domaines, mais elle n'est pas, du moins pas encore, en marge des progrès

de la connaissance, étant donné surtout les liens étroits qui unissent ses scientifiques à ceux des Etats-Unis. Et surtout l'Europe qui a donné le plus grand développement à toutes les formes de pensées universalistes me semble être encore en possession de la plus grande capacité de réflexion. C'est avec raison qu'Anthony Giddens a défini avec profondeur notre culture par sa capacité d'action réflexive. Il est vrai que les européens peuvent se contenter d'entretenir des musées et des monuments que le monde entier viendra visiter, ce qui ne la protégera pas contre une grave crise économique ou politique qui éclaterait dans un ou plusieurs des principaux foyers de la vie économique globalisée, mais en se méfiant autant d'un pessimisme élémentaire que d'un optimisme irréfléchi, on peut imaginer que les européens se comportent pour la première fois comme tels. 89

Il est grand temps que tous ceux qui souhaitent participer à la création et au redressement d'une Europe réelle soient conscients, ce qu'ils n'ont pas été jusqu'ici, que si les pays européens, y compris l'Allemagne dont par définition le succès ne pouvait être acquis qu'au dépens des autres européens, étant donnée la nature de leur commerce extérieur, ont échoué presque en tout, n'ont pas depuis les années 70 et 80 du siècle passé, reconstruit leur économie, leur démocratie, leur éducation et même leur capacité de créer de nouveaux univers symboliques dans tous les domaines. Mon but ici n'est pas de formuler une conclusion négative, mais au contraire de rendre les européens conscients que depuis 2010, ce ne sont pas les pays européens qui ont réussi en partie à se sauver, que c'est l'Europe

elle-même qui a commencé à sauver les pays européens et que c'est même, à l'intérieur de l'Europe, la moins politique des institutions, la Banque centrale européenne qui, sous la direction de Mario Draghi, qui n'est ni allemand, ni français mais italien, a fait reculer les attaques des marchés financiers, assuré ainsi l'avenir de l'euro et créé les conditions dans lesquels les pays européens, s'ils en sont eux-mêmes capables, ont maintenant les moyens de réussir leur propre redressement.

Assurément, chacun des pays européens reste capable d'échouer dans son redressement et d'empêcher ainsi l'Europe de sauver réellement, comme elle en a eu la volonté, ses Etats membres et surtout sa population.

## **6. L'histoire après l'histoire**

Il est difficile de parler de société posthistorique, comme je le fais moi-même depuis un certain nombre d'années et, en employant cette expression apparemment obscure, je ne cherche d'aucune manière à introduire sous une autre forme l'idée de fin de l'histoire à laquelle Francis Fukuyama a donné récemment une nouvelle force. L'idée à laquelle il se réfère est celle de la société parfaite, rationnelle, démocratique, équipée, autocontrôlée qui n'est pas à la merci d'accidents ou de conflits venus purement de l'extérieur. C'est une utopie dont la force est réelle, comme je l'ai indiqué en commençant car s'il y a eu une période où cette utopie occidentale de la société parfaite, de l'histoire achevée, a eu un sens c'est bien au moment de la grande accélération de l'histoire par l'industrie et aussi par la créa-



tion d'un monde nouveau donc aussi bien aux Etats-Unis qu'en Grande-Bretagne. Idée absente pourtant en France qui n'a jamais séparé l'idée de fin de l'histoire de celle de révolution et de renversement général de l'ordre établi. Je comprends qu'on parle du triomphe de l'universalisme comme de la définition de la fin de l'histoire, mais je me place consciemment au plus loin de cette idée, au plus loin de l'image d'une société parfaite conçue dans l'ensemble sur un modèle occidental et qui se répand comme le marché lui-même sur toutes les parties de la terre. Avant tout à cause de tout ce que je viens d'écrire dans les pages précédentes; car si nous sommes entrés dans une phase qu'on pourrait appeler la fin de l'histoire nous n'en sommes de toute manière qu'à ses débuts, de sorte qu'on ne peut créer 91 que de la confusion en parlant dans la situation présente d'une fin de l'histoire qui ne peut qu'être éloignée de nous et surtout séparée de nous par tant d'évènements et d'accidents qu'il serait vain de croire qu'on peut, du lieu où nous sommes aujourd'hui, apercevoir cette fin de l'histoire.

L'idée que je cherche à introduire en parlant de fin de l'histoire est beaucoup plus proche de l'idée plus modeste de globalisation. Ce que j'ai commencé à montrer dans cet article est l'interdépendance des évènements et des évolutions qui se produisent dans différentes parties du monde. Ceci ne signifie pas que la population du monde entier va vivre de la même manière, affirmation qui nous obligerait à considérer un avenir très au-delà de ce que nous pouvons imaginer étant données les extrêmes inégalités qui éloignent les pauvres des riches partout sur la planète et la

concentration du pouvoir qui fait de la majorité de la population du globe un ensemble de consommateurs ou de non consommateurs condamnés à la famine mais dans les deux cas sans avoir aucune participation aux décisions qui affectent l'ensemble de l'humanité.

92 Ce que je nomme une situation post-historique et qui n'est pas séparable de ce que j'appelle d'une manière encore plus générale une situation post-sociale est celle où rien, aucune institution sociale, aucune forme d'organisation sociale n'établit la communication entre l'univers des ressources qu'on peut appeler l'économie et l'univers des valeurs qu'on peut appeler la culture. Le profit et l'éthique s'affrontent directement sans systèmes de médiation ou de négociation et, au sens le plus fort du terme, sans intermédiaire politique. C'est quand une société n'est plus capable de gérer ces changements par le moyen de ses institutions, et en particulier de systèmes de récompenses ou de répression qu'on peut parler d'une situation posthistorique. A condition de ne pas confondre cette situation avec le trop fameux choc des civilisations, formulé par Samuel Huntington. La différence principale entre ces deux notions est que Huntington se réfère à un choc, donc à un conflit entre des ensembles aussi incompatibles entre eux que le sont de grandes religions, tandis que la disparition du social produite surtout par la globalisation d'un capitalisme financier désormais incontrôlable met face à face non pas deux ensembles complets comme des empires ou des ensembles religieux ou linguistiques, mais la montée de l'universalisme à travers la connaissance et l'éthique, et de l'autre

côté le renforcement jusqu'à la démente et à la guerre des acteurs d'une modernisation qui rompt les liens avec la modernité et n'est plus que volonté de puissance ou de profit. Je maintiens donc absolument une asymétrie complète entre les camps en présence. Le camp de l'universalisation a comme adversaire le camp du pouvoir qui n'est lié par aucun lien nécessaire avec n'importe quel aspect d'universalisme, alors que l'universalisme de la connaissance et des droits, même quand il est lié à un Etat fort ou autoritaire, continue à défendre pour tous des droits universels. Si le monde devait être dominé par le choc des civilisations, des cultures et des empires, il serait tout entier historique. Tout serait toujours remis en jeu et même l'analyse historique devrait se réduire à ses formes les plus anciennes, celles des batailles et des dominations, ce qui serait un extrême recul pour la pensée historique qui depuis un long siècle s'était au contraire nourri d'histoire économique et sociale ainsi que de communication — et pas seulement de choc — entre les cultures. Je ne suis donc ni du côté d'une historicisation totale et au plus bas niveau des sciences sociales et de la connaissance des sociétés, ni du côté de l'idée prétentieuse du triomphe du meilleur que les uns définissent comme les plus forts et les autres comme les plus savants et les mieux équipés.

93

L'analyse que je présente ici m'obligerait à éliminer tout point de vue historique si le face à face du profit et de l'éthique était immobile sans qu'aucun des deux camps puisse prendre, même temporairement, l'avantage sur l'autre. Je reconnais qu'au tout début du XXIème siècle on

peut avoir l'impression que l'histoire éclate ou au contraire que la globalisation va s'étendre à toute les formes de la vie collective et même de la personnalité mais mon interprétation est à l'opposé de ces deux visions. Nous sommes en un moment où c'est la rupture qui l'emporte sur la recomposition, où le profit et l'éthique sont bien face à face, armes contre armes, discours contre discours, si complètement que l'histoire semble arrêtée, semble pouvoir d'un moment à l'autre prendre n'importe quel chemin, apporter des victoires ou des défaites extrêmes à n'importe quel camp.

94 Cette idée me semble assez claire pour ne pas mériter davantage de commentaires. Je ne veux évoquer qu'un exemple parce qu'il est le plus incertain de tous, celui de l'Europe, de ce personnage nouveau que nous appelons l'Europe dont nous ne connaissons pas encore les frontières, les institutions et la capacité d'agir. Mais dont nous sentons tous qu'il est à la fois entraîné vers la chute par le poids de son passé, par sa propre fatigue, par son propre renoncement à l'action et d'autre part, que dans ce monde d'empires, de concurrence et de menaces, ce réseau assez serré de villes et de campus que nous appelons l'Europe est peut-être plus encore que la côte nord-est des Etats-Unis le sanctuaire de la réflexion et de ce qu'on peut encore appeler d'un mot trop ancien pour ne pas avoir à cumuler les sens différents, la pensée critique. L'avenir de l'Europe dépend de sa capacité de se donner les moyens matériels de protéger les lieux où la pensée critique renouvelle sans cesse ses armes, à la fois contre le profit et contre les pouvoirs.